

N°1381

du 23
OCTOBRE
2020



L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

PRODUITS DE RENTE

P.4

Au lancement de la nouvelle commercialisation 2020-2021
Bilan de la campagne cacaoyère et caféière :
hausse remarquable et baisse

STATISTIQUE

P.6

A l'occasion de la journée mondiale de la statistique
L'INSEED marque un arrêt
et parle des chantiers à venir

BRASSERIE

P.6

Avec la SNB, la bière DJAMA s'impose
avec sa LAGER habillée en vert

P.3 Année scolaire 2020-2021 en temps de Covid-19

LES DERNIÈRES DISPOSITIONS PÉDAGOGIQUES DE KOKOROKO



Prof. Komla Dodzi Kokoroko, Ministre des enseignements
primaire, secondaire, technique et de l'artisanat

*En face, la Fédération des syndicats
de l'éducation nationale égrène
ses revendications et menace*

P.3 Pour la réduction de la morbidité et de la
mortalité liées au paludisme au Togo

**6 445 650 moustiquaires
acquises et à distribuer
jusqu'au 2 novembre**

P.4 Face à la Covid-19, aux conflits, aux catastrophes
et leurs conséquences... en Afrique

**Faure dans
les 10 contre
la fin de la pauvreté et la faim**

Prix

Koutchakalo Tchassim, lauréate du Grand Prix de la Littérature Togolaise

Le professeur Koutchakalo Tchassim-Samboé, professeur au département de lettres modernes à l'Université de Lomé est lauréate du Grand Prix de la littérature togolaise, selon un communiqué du ministère de la Culture. Elle a reçu le prix pour recueil de poésie, Elle, édité chez Continents en 2019.

Mme Tchassim est auteur de plusieurs livres dont " Elle ", " Le Rescapé Colonial " et " Genre et Emancipation de la femme dans le roman africain francophone ".

ELLE (recueil de 20 poèmes) traite

des conditions de la Femme dans un environnement cerné par le phénomène de la mondialisation et du modernisme. L'ouvrage aborde de ce fait les thématiques suivantes : la souffrance de la Femme (la femme méprisée), les vices de la Femme postmoderne (celle qui se méprise) et appel à l'excellence, à la célébrité ainsi qu'à l'humanité (ceux qui refusent de mourir)

" Elle utilise plusieurs techniques pour disséquer et de disloquer le réel et de substituer à notre vision logique ou routinière des choses et des faits

une nouvelle optique visionnaire translucide et humanitaire ", d'elle le Dr Nouvlo Dodzi.

Première femme professeur titulaire des lettres modernes au Togo, Mme Koutchoukalo Tchassim était l'ex directrice de l'Institut Confucius de l'Université de Lomé. Elle a aussi publié Les plaies, son troisième ouvrage après L'image du "Togolais nouveau" dans l'œuvre romanesque de Félix Couchoro, parue en 2012 aux Editions Peter lang en Suisse et Fictions africaines et écriture de démesure parue aux éditions



Continents en 2015.

C'est la première fois que le Togo institue un Grand Prix littéraire national.

Arts plastiques

Show me the Monet de Banksy acheté à 7.6 millions de livre sterling

Le tableau de Banksy parodiant les Nymphéas de Monet a été adjugé à 7,6 millions de livres, selon un communiqué de la maison d'enchères Sotheby's. "Cinq collectionneurs déterminés" se sont disputés pendant près de neuf minutes d'enchères en ligne l'oeuvre, initialement estimée entre 3 et 5 millions de livres, avant que l'un d'eux ne la remporte pour 7,6 millions, soit Ce tableau datant de 2005 reprend l'une des célèbres oeuvres du peintre impressionniste français dans lequel trempent désormais aussi des plots de signalisation orange et un vieux caddy.

"Banksy met ici en lumière le mépris de la société pour l'environnement face aux excès gaspilleurs du consumérisme", a estimé dans un communiqué Alex Branczik, responsable européen de l'art contemporain chez Sotheby's. Show me the Monet fait partie d'une série de tableaux intitulée "Crude Oils" ("Peintures à l'huile vulgaires"), dans laquelle l'artiste s'est amusé à détourner de grands classiques de la peinture. Show me the Monet n'a pas réussi à battre le record établi en 2019 par Le Parlement des singes, qui s'était arraché à 9,9 millions de livres (11,1 millions d'euros).



Médias

Quibi ferme six mois après son lancement

Le service de streaming de vidéos courtes lancé en avril en Amérique du Nord par Jeffrey Katzenberg, un ancien patron de Disney, a annoncé mercredi der-

nier sa fermeture et la revente de son catalogue et autres actifs. Une décision prise en raison de la pandémie mais aussi de son modèle économique.

Les vidéos de dix minutes maximum étaient conçues comme des "bouchées" (Quibi est la contraction de "quick bites", bouchées rapides) à regarder pendant un tra-

jet, par exemple. Mais les mesures de confinement ont plutôt favorisé les plateformes sur tous les écrans et formats longs traditionnels.

Cinéma

Netflix devient partenaire de Kourtrajmé, l'école de cinéma indépendante en Seine-Saint-Denis

La plateforme de streaming Netflix s'allie à l'école de cinéma Kourtrajmé, gratuite et sans conditions de diplôme, créée en 2018 en Seine-Saint-Denis par le réalisateur Ladj Ly. L'objectif ? "Promouvoir une nouvelle génération de talents dans la création ciné-

matographique et audiovisuelle", explique la plateforme américaine de streaming dans un communiqué ce jeudi 22 octobre.

Le partenariat, signé pour trois ans, prévoit le financement de trois courts-métrages réalisés par des groupes d'élèves sélectionnés par



l'école. Mais aussi le financement de travaux d'équipement pour les locaux de l'école ainsi que des moyens de transports des étudiants qui ne résident pas à proximité.

Netflix va également contribuer au projet pédagogique en proposant des ateliers d'écriture destinés à développer les synopsis de séries. La plateforme organisera

tables rondes, master class, séances de coaching sur l'expression orale et l'exercice du pitch.

"L'envie de créer une école indépendante qui apprenne aux cinéphiles tout l'attirail qui permet de créer un court-métrage a toujours été un projet qui me tenait à cœur" commente le réalisateur multirécupéré pour "Les Misérables".



REMERCIEMENTS ET ANNONCES

Togbui Agboly DADZIE-ADJALE VI Chef du Canton d'Amoutivé
Togbui Mawuko Louis AKLASSOU IV Chef Canton de Bè
Togbui Frédéric Mawuto DZIDZOLI-DETU X Chef Canton d'Afioa-Gakli
Togbui Edmond Kodjo Héloù SEDRZO IV Chef Canton d'Agoényivé
Togbui Agblevor III Chef Canton de Hatorgodo (Ghana)
Togbui Zegu II Chef Canton de Alakple (Ghana)
Togbui Agawu III Chef du Village de Alakple, (Ghana)
La famille AWOUGBLA-AGBAGLI
La famille LEKEY La famille SESHIE
La famille GBEVE-WOGBLONYUAGBO
M. AGBAGLI Akouété, Chef de la famille AGBAGLI, ses frères, sœurs cousins, cousines, neveux, nièces, époux, épouses et leurs enfants
Veuf AGBAGLI Ayaogan Antoine à Lomé
Mme AGBAGLI Atsupui Georgine Epse FIOKLOU-TOULAN et son époux M. AGBAGLI Atsou Georges et son épouse
M. AGBAGLI Edoh Francis, ses frères, sœurs cousins, cousines, neveux, nièces, époux, épouses et leurs enfants
Très sensibles aux nombreuses marques de sympathie et d'affection que vous leurs avez témoignées de diverses manières lors du rappel à Dieu de leur très chère et regrettée :



Maman Agnès Dopi Ayawovi SESHIE
épouse AGBAGLI
Pieusement endormie dans le Seigneur à l'âge de 96 ans, en l'an deux mille vingt, Au vingt-cinquième jour du neuvième mois

Vous renouvellent leurs sincères remerciements et vous prient de bien vouloir assister ou de vous unir d'intentions aux obsèques qui se dérouleront selon le programme ci-après

PROGRAMME DES OBSEQUES

Les condoléances sont reçues dans la maison mortuaire de 17H00 à 19H00 du samedi 24 Octobre au Jeudi 29 Octobre 2020
Vendredi 30 Octobre 2020

17 h 00 : Veillée de prières et de chants (corps présent) dans la maison mortuaire.

Samedi 31 Octobre 2020

05 h 00 : Chapelle ardente dans la maison mortuaire.

08 h 00 : Levée de corps suivi d'une cérémonie d'hommages dans la maison mortuaire

08 h 45 : Culte d'enterrement célébré dans la maison mortuaire.

11 h 00 : Inhumation dans le caveau familial au cimetière municipal de Bè-Kpota, dans la stricte intimité familiale

SOUVENIR

18 Octobre 2015 – 18 Octobre 2020
Voici déjà 5 ans



KOUDJONOU – ATCHODE
Akoua Victorine,
Ménagère à Lomé,
Rappelée à Dieu le
18 octobre 2015 à Lomé
dans sa 82ème année.

Voici 5 ans déjà qu'il a plu au Seigneur de te rappeler.

Chère mère, sœur, tante, grand-mère, ton souvenir reste vivace dans nos cœurs.

Chère maman, voici 5 ans. Pour nous tes enfants et tous ceux qui te sont chers, c'est comme si tu nous avais quittés hier pour cette nouvelle vie. Ce repos, tu l'as mérité mais pour nous qui t'aimons, cela est arrivé trop tôt surtout pour tes fils et tes petites filles.

Ton visage, ta voix et ton sourire sont gravés à jamais dans nos cœurs pour cette mère dévouée que tu as été pour nous.

En souvenir de ce jour de ta disparition, nous tes enfants :

-Abalo Marc, Directeur de CEG à la retraite à Lomé.

-Abalo Nicolas, Employé à la ferme Amétodji à Atakpamé.

-Abalo Guy Mario, journaliste, ancien correspondant de RFI/ AFP/BBC/VOA au Togo à Lomé.

-Kéna Bassirou, commerçant à Lomé.

Leurs épouses et enfants à Lomé, au Sénégal, au Bénin et aux Etats-Unis.

Tes familles parentes, alliées et amies, remercions et prions tous ceux qui t'ont connue et aimée d'avoir une pieuse pensée pour le repos éternel en Dieu de ton âme.

Merci à toutes et à tous. Union de prière.



Bi-hebdomadaire togolais d'informations et d'analyses

Récépissé N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Impression

Groupe de presse L'Union

Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction
Jean AFOLABI

Rédaction
Sylvestre D.
Hervé AGBODAN
Maurille AFERI
Pater LATE
Kossiwa TCHAMDJA
Koffi SOUZA
Alan LAWSON
Abel DJOBO

Service photographie
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature
LAWSON Laté

Graphisme
Guillaume BOGLA

Année scolaire 2020-2021 en temps de Covid-19

LES DERNIERES DISPOSITIONS PEDAGOGIQUES DE KOKOROKO

En face, la Fédération des syndicats de l'éducation nationale égrène ses revendications et menace

Late Pater

Le ministre des enseignements primaire, secondaire, technique et de l'artisanat, Prof Komla Dodzi Kokoroko, vient d'inviter chaque circonscription pédagogique à faire parvenir à sa direction régionale d'attache, au plus tard le 6 novembre 2020, l'organisation pédagogique établie pour le compte de son ressort. Par une circulaire envoyée le 19 octobre dernier aux directeurs régionaux de l'éducation, chefs d'inspection, conseillers pédagogiques et chefs d'établissements scolaires, il dit attacher du prix au respect scrupuleux des directives qui y sont contenues.

«Dans le souci de garantir une année scolaire 2020-2021 sécurisée, et en tenant compte des contraintes liées au respect des mesures barrières pour limiter la propagation de la maladie à coronavirus, notamment le respect de la distanciation physique, de nouvelles dispositions pédagogiques s'imposent aux établissements scolaires dans la gestion des effectifs d'élèves. A cet égard, et considérant les capacités d'accueil des salles de classe, je vous saurai gré des mesures idoines qu'il convient de prendre afin de **disposer absolument les élèves à deux par table-bancs, avec un seuil maximal de 60 élèves par classe. Au préscolaire particulièrement, la taille maximale des salles de classe sera de 30 enfants par salle. Au-delà des effectifs de 30 enfants par salle au préscolaire et de 60 élèves par classe dans les autres niveaux d'enseignement, le double-flux ou la double vacation s'appliquera en toute rigueur**, suivant le contexte de chaque établissement. Des emplois du temps aménagés permettront de couvrir les volumes horaires dus aux apprenants, dans le strict respect des charges statutaires dévolues à chaque enseignant», a-t-il écrit.

Il faut rappeler que, après des concertations entre le gouvernement et les principaux acteurs du système éducatif, notamment les Fédérations des syndicats d'enseignants ainsi que les représentants des Centrales syndicales, l'Union nationale des associations des parents d'élèves et d'étudiants, la Coalition nationale togolaise pour l'éducation pour tous, les représentants de l'enseignement privé confessionnel et les représentants des promoteurs et fondateurs des établissements privés laïcs, la rentrée scolaire est maintenue au lundi 26 octobre 2020 mais avec des aménagements : la semaine du 26 au 30 octobre 2020 sera consacrée à la rentrée administrative et pédagogique et à la mise en place



Prof. komlan Dodzi Kokoroko

des mesures barrières contre la pandémie du coronavirus ; les cours démarreront le 2 novembre 2020, avec la présence effective du corps enseignant et administratif et des apprenants.

En face, le corps enseignant, par l'entremise du bureau fédéral de la FESEN (Fédération des syndicats de l'éducation nationale) était devant la presse ce jeudi 22 octobre pour porter ses revendications retenues après une séance extraordinaire ce même jour. Les enseignants réclament fondamentalement la répartition et le reversement de 2 milliards FCfa d'indexation sur les salaires de 2020 avant le 02

novembre prochain et la définition claire d'un chronogramme sur les 2 milliards de 2019 ; l'exécution des engagements en faveur des confessionnels avant la fin de l'année 2020 ; la dotation effective de tous les établissements de dispositifs de lave mains et de gels hydro alcooliques ; le réaménagement des curricula afin de les adapter au contexte de la pandémie ; la formation des enseignants sur les techniques de l'enseignement à distance ; le recrutement effectif des enseignants avant la fin de l'année 2020... Pour les enseignants, il s'agit des conditions sine qua none pour une reprise effective et un bon déroulement

de l'année scolaire 2020-2021 en période exceptionnelle de crise sanitaire à coronavirus. C'est ainsi que la FESEN met en garde le gouvernement contre les conséquences de la non-satisfaction de leurs revendications suivant les délais prescrits. Autrement dit, elle ne saura calmer sa base en cas de débrayage.

Remarquons que depuis quelques années et consécutivement ces trois dernières années, gouvernement et enseignants ont toujours trouvé un terrain d'entente pour amorcer et finir les années scolaires. Vivement qu'il en soit ainsi pour cette rentrée spéciale !

Pour la réduction de la morbidité et de la mortalité liées au paludisme au Togo

6 445 650 moustiquaires acquises et à distribuer jusqu'au 2 novembre

Late Pater

C'est la quatrième opération nationale de distribution de moustiquaires à imprégnation durable (MID) à tous les ménages du pays, à raison d'une moustiquaire par couchette. Elle est organisée du 22 octobre au 2 novembre 2020, sans interruption. De quoi maintenir la couverture universelle et contribuer à la réduction de la morbidité et de la mortalité liées au paludisme au Togo. Pour cette cause, **6 445 650 moustiquaires** ont été acquises par l'Etat togolais et les partenaires notamment le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme et l'ONG internationale Against Malaria Foundation (AMF). Et pour prendre en compte la situation de la résistance des vecteurs aux insecticides dans le pays, deux types de moustiquaires seront distribués lors de cette campagne. Il s'agit des moustiquaires de dernière génération notamment des moustiquaires avec des synergistes au Pipéronyl Butoxide (PBO) destinées aux zones à forte résistance des vecteurs aux insecticides (**régions Maritime et des Plateaux**) et des moustiquaires habituelles ou des moustiquaires standards destinées aux autres régions (**régions Lomé-Commune, Centrale, de la Kara et des Savanes**).

Dans la pratique, contrairement aux campagnes antérieures – le Covid-19 obligeant, le dénombrement des ménages sera couplé à la distribution des moustiquaires. La stratégie choisie est le porte à porte. 15 054 agents notamment les agents de santé communautaires et les relais communautaires passeront de maison en maison pour dénombrer les couchettes des ménages et distribuer les

moustiquaires, dans le strict respect des mesures barrières. Ils seront, à cet effet, dotés d'équipements de protection individuelle notamment des masques, des gants, du gel hydro-alcoolique et du savon pour se protéger et éviter la propagation du virus du Covid-19. En plus, les données de la campagne seront digitalisées pour permettre d'avoir, en temps réel, les résultats du dénombrement des ménages et de la distribution des moustiquaires. 7 527 smartphones mobilisés dans la communauté seront utilisés.

Au Togo et dans les pays tropicaux, le paludisme est toujours un

problème de santé publique qui fait succomber beaucoup de personnes. Et ce, en dépit des efforts faits et des résultats palpables notés dans la lutte contre cette maladie. Les acquis dans la mise en œuvre des activités de lutte contre le paludisme au Togo découlent de la mise en œuvre du dernier des trois plans stratégiques élaborés dans le cadre de l'initiative «Faire Reculer le Paludisme» et des déclarations d'Abuja. Ainsi, selon le rapport mondial 2019 sur le paludisme, au Togo, **l'incidence du paludisme a régressé de plus de 25% entre 2015 et 2018 et la mortalité a régressé de 8% sur**

la même période. La mortalité spécifique due au paludisme est passée de 0,3% en 2011 à 0,12% en 2018. La létalité, quant à elle, est passée de 3,1% en 2011 à 2,4% en 2018 chez les adultes et de 6,5% à 3,5% chez les enfants de moins de 5 ans sur la même période.

Au ministère togolais de la Santé, de l'hygiène publique et de l'accès universel aux soins, on indique que les défis actuels renvoient, entre autres, à la réduction de la transmission de la maladie par le contrôle des vecteurs. D'où le quatrième plan stratégique 2017-2022, étendu à 2023, en cours de mise en œuvre, qui a

été élaboré après une analyse des problèmes prioritaires en lien avec les recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Ce plan vise l'élimination du paludisme en assurant l'accès universel aux interventions de lutte contre le paludisme. «C'est dans cette perspective que le Togo organise, en 2020, une quatrième campagne nationale de distribution de moustiquaires à imprégnation durable à toute la population pour le maintien de la couverture universelle des campagnes antérieures», précise le ministre Moustafa Mijiyawa.

Au sortir d'une entrevue avec le Premier ministre à Lomé

L'Union européenne alignée sur les priorités du gouvernement

«Nous avons parlé des priorités de la déclaration de politique générale du Gouvernement, notamment, sur les aspects de l'inclusion sociale, de la création d'emplois mais aussi d'autres aspects liés au renforcement de ces structures et à la promotion des jeunes et de la société civile. On a aussi abordé notre coopération, comment renforcer cette coopération et dans quels domaines l'Union européenne pouvait mieux aligner son action sur les priorités du gouvernement, les infrastructures, l'énergie, l'accès aux services sociaux pour la population, la transformation agricole et le transport maritime ainsi que la sécurité». Ainsi déclarait l'ambassadeur Joaquin Tasso Vilallonga de l'Union européenne au sortir d'une entrevue mercredi 21 octobre avec le Premier Ministre, Madame Victoire Tomégah-

Dogbé à la Primature à Lomé. Les deux personnalités ont abordé des sujets liés, notamment à la coopération entre Bruxelles et Lomé, affirme-t-on officiellement.

L'union européenne et le Togo entretiennent des relations privilégiées depuis la reprise de la coopération. Cette solidité des relations d'amitié et de coopération entre les deux parties s'est matérialisée par des appuis au titre du Fonds européen de développement (FED). Aussi, le Togo a-t-il bénéficié de 144 milliards de F CFA pour la période du 11^e Fonds européen de Développement (2014-2020). Une enveloppe consacrée essentiellement à la consolidation de l'Etat de droit (gestion des finances publiques, décentralisation, justice, sécurité, société civile, protection sociale); aux programmes d'eau et d'assainissement et à l'énergie. Le soutien au secteur privé s'est



Joaquin Tasso Vilallonga, Ambassadeur de l'Union européenne

également imposé comme une priorité avec l'organisation en juin 2019 du premier forum économique Togo-UE dont les retombées continuent de profiter à des entreprises togolaises. Le forum économique Togo-UE en 2019 reste une preuve de l'engagement de l'UE à investir au Togo, pointe la

Primature.

Joaquin Tasso Vilallonga, 54 ans de nationalité espagnole, a présenté le 16 octobre dernier ses lettres de créance au chef de l'Etat Faure Gnassingbé comme nouvel ambassadeur, chef de la délégation de l'Union européenne au Togo.

Au lancement de la nouvelle commercialisation 2020-2021

Bilan de la campagne cacaoyère et caféière : hausse remarquable et baisse

Late Pater

Ils sont deux produits agricoles d'exportation traditionnelle et inséparables dans le cahier de charges du Comité de coordination pour les filières café et cacao (CCFCC), qui en supervise la commercialisation et coordonne les activités qui y sont liées, depuis 1996. Logiquement, les efforts fournis font suivre le même rythme de progression à ces deux filières. Mais, cette année, la brusque pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19) a, surtout, eu raison du café. «Le cacao a été récolté et commercialisé avant la pandémie. Généralement, cela se fait entre novembre et janvier. Après ces trois mois, il ne se passe plus grand-chose. Par contre, le café se récolte en janvier-février-mars et sa commercialisation se fait surtout après mars. Donc, le café est tombé en plein dans la pandémie», rappelle, le cœur serré, le secrétaire général du CCFCC, Enselme Gouthon, lors du lancement officiel de la campagne 2020-2021 de commercialisation du café et du cacao à l'INFA de Tové (Kpalimé), le 20 octobre 2020. Soit trois semaines après la fin de la campagne 2019-2020, le 30 septembre 2020. Il n'est donc pas superflu de reconnaître que la nouvelle campagne démarre à un moment de pleine incertitude sanitaire. Vivement que le mal s'estompe !

La réalité de cette mauvaise passe du café se vit dans les chiffres : en termes d'exportation, le Togo a enregistré une **baisse du tonnage du café** sorti de son territoire, soit **2 600 tonnes contre 4 500 tonnes en 2018-2019**, alors que le **cacao a connu une hausse remarquable à 10 200 tonnes contre 7 200 tonnes pour la campagne 2018-2019**. Ces volumes ont été exportés par dix (10) opérateurs économiques sur un total de dix-huit (18) enregistrés au titre de la campagne 2019-2020, en destination du Maroc, de la Belgique, de l'Allemagne, de la France, de l'Italie, d'Israël, de l'Espagne et de la Chine.

L'impact du Covid-19 sur le marché du café et ses retombées néfastes sur les exportations, M. Enselme Gouthon en donne les détails. Lui qui tient à faire savoir que les cours mondiaux du café, pas assez rémunérateurs pour les producteurs en début de la campagne, avaient déjà entraîné la réticence à la mise en marché du café. «Au niveau des économies caféières et cacaoyères, cette pandémie a touché l'ensemble des pays producteurs dont le Togo particulièrement, par rapport à la collecte et la commercialisation. Si la campagne de commercialisation du cacao a pu échapper en grande partie à la pandémie de Covid-19 dans la plupart des pays producteurs, celle du café, quant à elle, a coïncidé avec les



Visite des stands après la cérémonie de lancement par les ministres et le S.G. du CCFCC

temps forts de cette crise sanitaire. Pour le cas spécifique du Togo, l'essentiel de la production du café vert est destiné à l'exportation (près de 98%). La campagne caféière 2019-2020 a démarré un peu tardivement en janvier 2020. Elle aurait dû connaître son essor entre février et avril 2020 mais la manifestation de cette pandémie a bouleversé toutes les prévisions. La situation générale de confinement voire de paralysie partielle des activités de par le monde, marquée temporairement par la fermeture des usines de torréfaction de café et des lieux de grande consommation de ce produit (bars, cafeterias), ainsi que la limitation du nombre de personnes pouvant se regrouper, a amené les clients à reporter les échéances d'exportation du café. Cette confusion générale sur le marché mondial, couplée d'une tendance baissière significative des cours mondiaux du café, a contraint les banques locales et d'autres partenaires financiers à réduire drastiquement leurs financements aux exportateurs. La plupart des exportateurs se sont ainsi retrouvés avec leurs stocks sur les bras, en attendant le dénouement de cette situation. Des embarquements, qui auraient dû se faire en avril, doivent attendre jusqu'en janvier 2021, selon le témoignage d'un grand exportateur. Les activités des exportateurs ainsi que la collecte des produits des zones de production vers Lomé ont fortement baissé. Les producteurs se sont retrouvés ainsi avec d'importants stocks de café non vendus. Face à ce problème, certains exportateurs ont été amenés à acheter un peu plus cher les produits, mais la pandémie de Covid-19 est venue compliquer leur situation avec d'importants stocks qui sont immobilisés dans les magasins».

Le coup est dur pour l'économie caféière, pratiquement sur toute la chaîne de valeurs : des producteurs aux transformateurs, en passant par les exportateurs. Au plan national, le Conseil Interprofessionnel des filières Café et Cacao du Togo (CICC-Togo) et particulièrement les familles des Producteurs (FUPROCAT), des Acheteurs (SIACCTO) et des Exportateurs

(CECC) sont fragilisés par le Covid-19. Ce qui ne décourage guère le CCFCC à leur maintenir son accompagnement technique, stratégique et financier.

Face à ce tableau – étant un petit producteur du café et du cacao qui

ne peut concurrencer les grands producteurs sur le terrain des quantités à mettre sur le marché –, le Togo a la stratégie pour garder sa place dans le commerce. «Le gouvernement travaille à la mise en place de conditions favorables à l'émergence des entreprises agricoles le long des chaînes de valeur notamment de café et de cacao et à la structuration des acteurs de ces chaînes de valeur, avec des instruments de contractualisation tels que les contrats entre acteurs et les contrats-programmes entre le gouvernement et les organisations des deux filières», a annoncé le ministre de l'Agriculture, de l'élevage et du développement rural, Antoine Lékpa Gbégbéné. Et son collègue du Commerce, Kodjo Adédzé, d'insister : «nous devons

Les vieilles plantations retrouvent une seconde vie

Le gouvernement ne se lasse d'être aux petits soins des planteurs de café et cacao. Il leur met à disposition du matériel végétal performant et d'autres intrants nécessaires au renouvellement de vieilles plantations et à la création de nouvelles. Sans oublier l'appui-conseil adapté pour améliorer la productivité des plantations.

A partir de 2019, les soutiens ont pris la forme de la fourniture de 7 000 000 boutures racinées de caféiers aux producteurs ; la fourniture de plus de 30 000 cabosses de cacao aux producteurs ; des appuis multiformes à la gestion des filières de diversification, le suivi des exploitations et le

traitement phytosanitaire ; l'appui à l'installation des champs de production des variétés de café arabica et arabusta en voie de disparition ; le renforcement de la gouvernance interne des filières café et cacao ; l'acquisition de plus de deux millions (2 000 000) de sachets au profit de l'UTCC pour la production de plants de caféiers ; l'accompagnement des unions de producteurs à la stratégie de collecte de cacao biologique et sur les normes sanitaires, phytosanitaires.

«Les résultats de ces actions sont visibles mais restent encore fragiles en ce qu'ils font face à des contraintes et menaces liées au faible



Les ministres Adédzé et Gbégbéné en discussions avec le S.G. du CCFCC

alors travailler sur la qualité de nos produits et amorcer le processus de labélisation de notre café et de notre cacao (défendre le label «made in Togo») afin de gagner un différentiel de prix». Il encourage particulièrement à la consommation locale du café et du cacao, pour en faire une question de développe-

ment et de création d'emplois. Cette recherche effrénée de la qualité a déjà permis à trois marques du café du terroir «Café des Grands Plateaux», «Café de Dzogbégan» et «Café de Kouma» d'être primées à l'international, et à la coopérative Choco-Togo d'être leader dans la transformation locale du cacao togolais.

En rappel, au Togo, le café et le cacao prennent respectivement la 2^{ème} et la 3^{ème} place après le coton et contribuent à la formation de la richesse nationale pour 1,4% et celle du secteur agricole pour 5,5%. Ils occupent plus de 32.000 producteurs. Une fois encore, on a insisté sur le respect par les différentes familles du CICC-Togo des dispositions régulières mises en place par le CCFCC pour garantir la traçabilité des produits en matière de commercialisation, depuis le bord champ jusqu'au Port autonome de Lomé. Aucun prix officiel n'est fixé pour le moment dans le cadre de la campagne 2020-2021.

niveau de professionnalisation des planteurs et aux défis environnementaux. La dégradation continue de l'environnement forestier a des effets certains sur le rythme normal des pluies connu pour la zone dite forestière et qui favorisait la culture du café et du cacao», a indiqué le ministre Antoine Lékpa Gbégbéné. Ajoutant que le gouvernement promeut la production durable avec le recours aux pratiques agro-écologiques plus respectueuses de l'environnement. Un catalogue de fiches techniques de bonnes pratiques agricoles à l'ère du changement climatique est même élaboré.

Face à la Covid-19, aux conflits, aux catastrophes et leurs conséquences... en Afrique

Faure dans les 10 contre la fin de la pauvreté et la faim

Etonam Sossou

Dix chefs d'État et de gouvernement africains – dont **Faure Gnassingbé du Togo** – ont vigoureusement exhorté les autres dirigeants du monde à accroître leur financement en faveur du Fonds international de développement agricole (FIDA) (www.ifad.org), sous peine de compromettre la réalisation des Objectifs de développement durable visant l'élimination de la pauvreté et de la faim, notamment en Afrique. «Nous souscrivons à la vision du FIDA, celle de l'avènement de communautés rurales dynamiques, où chacun vit à l'abri de la pauvreté et de la faim», ont écrit les dirigeants de l'Angola, du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, de l'Éthiopie, de la Gambie, du Kenya, du Sénégal, de la Sierra Leone et du Togo dans des lettres adressées à leurs homologues d'Europe, d'Amérique du Nord, du Moyen-Orient, d'Asie et d'Océanie. «Il est aujourd'hui plus important que jamais d'investir

dans le renforcement de la résilience des populations rurales pour assurer la sécurité alimentaire, protéger les moyens d'existence des populations rurales, garantir que les progrès accomplis au fil des ans ne seront pas réduits à néant et éviter que d'autres habitants des zones rurales ne basculent dans la pauvreté et la faim».

À l'heure actuelle, l'Afrique doit faire face à des conflits, à l'évolution des conditions météorologiques, à des ravageurs et aux conséquences socioéconomiques de la COVID-19. On estime que la faim atteint sur le continent des niveaux deux fois supérieurs à la moyenne mondiale. Le FIDA est la seule organisation multilatérale de développement qui se consacre exclusivement à l'élimination de la pauvreté et de la faim en milieu rural. Dans leurs lettres, les dirigeants africains ont appelé à une augmentation significative des contributions à la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA12) – un processus consultatif d'un an au cours duquel

les États membres se réunissent pour convenir des orientations stratégiques à adopter et pour mobiliser des fonds que le FIDA versera aux pays en développement sous forme de dons et de prêts consentis à des conditions favorables.

«Le soutien que nous témoignent les chefs d'État et de gouvernement africains illustre l'impact réel du FIDA sur la vie et les moyens d'existence des populations rurales de ces pays», a déclaré Marie Haga, Vice-Présidente adjointe du FIDA responsable du Département des relations extérieures et de la gouvernance. «Il nous montre à quel point il importe d'investir dans les zones rurales pour garantir la sécurité alimentaire, la viabilité environnementale et le développement économique à l'échelle nationale, autant d'éléments qui ont une incidence considérable sur la stabilité et la résilience à l'échelle mondiale».

La pandémie qui sévit dans le monde entier touche tout particulièrement les populations pauvres et vulnérables, notamment les fem-

mes rurales, les jeunes et les petits agriculteurs. Face aux répercussions socioéconomiques de la pandémie et aux effets de la sécheresse prolongée et des invasions de criquets pèlerins, les dirigeants africains ont appelé tous les pays du monde à réaffirmer collectivement leur engagement en faveur de l'élimination de la faim.

Le FIDA (www.ifad.org) investit en faveur des populations rurales et œuvre pour leur autonomisation, afin de lutter contre la pauvreté, d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, et de renforcer la résilience. Depuis 1978, il a octroyé 22,4 milliards d'USD sous la forme de dons et de prêts à faible taux d'intérêt dans le cadre de projets dont ont bénéficié quelque 512 millions de personnes. Le FIDA est une institution financière internationale et un organisme spécialisé des Nations Unies dont le siège est situé à Rome, centre névralgique des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

FOOTBALL/

Qatar 2022, ce sera avec des supporters

Gianni Infantino, le président de la FIFA, s'est exprimé dans une interview au groupe de médias suisse CH Media, sur un certain nombre de questions délicates et d'actualité dans le domaine du football. Le Suisse veut que les supporters soient présents dans les tribunes lors de la Coupe du monde 2022 au Qatar (21 novembre-18 décembre 2022). Le patron du football mondial n'est pas enthousiaste à l'idée du Super Ligue européenne des clubs.

Hervé A.

«La Coupe du monde au Qatar se jouera avec des supporters», a déclaré Infantino. «Si nous ne pensions pas que ce serait faisable, nous n'aurions pas de Coupe du monde. Ce serait un gros problème, mais nous n'y comptons pas. La Coupe du monde aura lieu au Qatar. Nous avons encore beaucoup de temps pour surmonter cette pandémie. C'est juste que le coronavirus est toujours un danger de mort pour le football en ce moment. La situation est très difficile, surtout pour les pays et les équipes qui dépendent des spectateurs dans les stades».

Infantino a également donné son avis sur une «Super Ligue européenne». Les meilleurs clubs des cinq plus grandes ligue du monde

(Angleterre, Espagne, Allemagne, Italie et France) se seraient déjà réunis pour discuter de ces projets, ont annoncé les médias britanniques mardi. Les investisseurs seraient prêts à déposer cinq milliards d'euros. «Je ne parle pas du Bayern Munich contre Liverpool, mais du Bayern Munich contre Boca Juniors», a répondu Infantino.

Le Suisse vise avec la FIFA la création d'une vaste Coupe du monde des clubs, un concurrent possible pour la Super Ligue européenne. «Notre objectif est de donner aux clubs hors d'Europe une image globale également. Nous ne voulons pas retirer un club comme le Bayern de la Bundesliga».

Le président du Bayern Munich, Karl-Heinz Rummenigge, a confirmé mercredi soir à Sky qu'il «n'était pas



encore au courant des plans». Lors d'une conversation téléphonique avec le président de l'UEFA Aleksander Ceferin, Rummenigge

avait indiqué qu'il était «très heureux de l'actuelle Ligue des champions».

CLASSEMENT FIFA

Podium inchangé, le Togo ne bouge pas

Des matches de qualification pour la Coupe du Monde de la FIFA, Qatar 2022, des barrages pour l'UEFA EURO 2021, des joutes en Ligue des Nations de l'UEFA et des matches amicaux ont été parmi les 120 rencontres internationales qui se sont disputées ce dernier mois et qui ont significativement impacté le Classement Mondial FIFA/Coca-Cola d'octobre.

Le podium reste le même, même si l'écart se réduit entre la Belgique, première, et ses deux poursuivants, la France et le Brésil, suite à la première défaite depuis novembre 2018 des Diables Rouges face à l'Angleterre (4) en Ligue des Nations de l'UEFA.

Les Diables Rouges sont en tête du classement FIFA sans interrup-

tion depuis le 20 septembre 2018 après avoir tenu ce rang enviable entre novembre 2015 et mars 2016 quand Marc Wilmots en était le coach. Seules trois nations ont conservé cette position plus longtemps que la Belgique : le Brésil (4699 jours), l'Espagne (1959) et l'Allemagne (1148).

La Belgique peut aussi remporter un quatrième titre d'Équipe de l'année, qui récompense la nation qui termine en tête du classement FIFA au terme de l'année civile, après 2015, 2018 et 2019. Seuls le Brésil (12 fois) et l'Espagne (6 fois) ont fait mieux. Le classement FIFA existe depuis le mois d'août 1993.

Par contre, il y a du changement dans le TOP 10 : l'Espagne (6, plus 1) et l'Argentine (8, plus 1) échangent leur position avec l'Uruguay (7, moins 1) et la Croatie (9e, moins 1)

respectivement.

Un peu plus loin dans la hiérarchie, le Danemark (13e, plus 3), l'Algérie (30e, plus 5), le Paraguay (35e, plus 5), le Maroc (39e, plus 4), l'Ecosse (45e, plus 4) progressent, tandis que la Hongrie (47e, plus 5) intègre le TOP 50 aux dépens de la Bosnie-Herzégovine (51, moins 1).

Sur le continent africain, vainqueur du Nigeria (1-0) puis rejoint au score dans les dernières minutes face au Mexique (2-2), l'Algérie gagne en effet 5 places et double les Super Eagles pour s'emparer de la 3e place continentale. Trentième nation mondiale et sur une série de 20 matchs sans défaite, le vainqueur de la CAN 2019 suit la Tunisie (26e) et le leader sénégalais, qui a perdu une place à l'échelle planétaire après sa défaite 3-1 face au Maroc (21e).

Derrière le Nigeria et 5e nation africaine, les Lions de l'Atlas signent d'ailleurs une belle progression, eux qui ont gagné 4 places pour se hisser à la 39e position au niveau mondial. On signalera aussi la montée du Burkina Faso qui a éjecté la RDC du Top 10 africain. Pour le reste, l'Afrique compte toujours 3 représentants dans le Top 30 mondial et 6 dans le Top 50.

Le Togo reste 127e mondial après son match nul de 1 but partout face au Soudan (128e) du 12 octobre dernier à Tunis. Les Eperviers qui avaient au programme deux matches amicaux contre la Libye et le Soudan ont dû se contenter d'un seul match pour des raisons sanitaires selon la décision des autorités tunisiennes.

Six ans pour s'adapter au monde d'après

L'événement a été reporté de quatre ans, mais le travail continue dans la préparation des Jeux olympiques de la Jeunesse 2026 à Dakar, au Sénégal. Pour preuve l'organisation cette semaine d'une réunion de la commission de coordination du CIO, présidée par Kirsty Coventry. Elle s'est déroulée en ligne.

A un peu moins de six ans de l'échéance, les progrès accomplis par l'équipe de Dakar 2026 ont été jugés " encourageants " par l'équipe de dirigeants et d'experts du CIO. A en croire Kirsty Coventry, " Dakar 2026 a une occasion unique d'optimiser encore plus ses plans de livraison en déployant des moyens efficaces qui permettront de proposer une édition des Jeux adaptée au monde de l'après-coronavirus."

La réunion de deux jours de la commission de coordination a porté sur la révision des plans du comité d'organisation, qui s'étendent désormais sur une période de six ans. Le nouveau plan de livraison des JOJ prévoit notamment d'insister sur la formation, la mobilisation des jeunes Sénégalais et la transformation, grâce au sport, des villes, du pays et du continent africain.

Plusieurs projets éducatifs devraient être lancés en prélude aux Jeux. Dakar 2026 a également présenté à la commission de coordination un aperçu des travaux de rénovation et de construction des sites. Ils se poursuivront au cours des prochains mois, avec une planification opérationnelle qui permettra de passer à la vitesse supérieure en 2023.

La Russie veut recycler les stades du Mondial 2018

Le projet d'une candidature à la Coupe du Monde masculine de rugby à XV fait son chemin en Russie. Selon l'agence TASS, l'équipe en charge du dossier aurait déjà décidé que la majorité des rencontres se disputerait dans certains des stades utilisés pour le Mondial de football 2018.

L'annonce en a été faite cette semaine par Azat Kadyrov, le directeur adjoint du ministère russe des Sports, à l'occasion d'une conférence à Ekaterinbourg. A ce stade du processus, la Russie n'a pas encore décidé si elle se porterait candidate à la Coupe du Monde de rugby en 2027 ou en 2031, voire aux deux à la fois. Pour l'édition 2027, l'Australie fait figure de grandissime favorite. L'Argentine, un moment tentée par l'aventure, a fini par renoncer.

Aux Etats-Unis, un groupe de travail a été constitué pour plancher sur une candidature, mais sans avoir décidé si elle concernerait le tournoi mondial masculin (2027 ou 2031) ou féminin (2025 ou 2029). World Rugby a annoncé l'été dernier qu'elle attribuerait en une seule fois, en mai 2022, les Coupes du Monde masculines et féminines entre 2025 et 2031.

Les Américains n'iront pas aux Mondiaux

La Fédération internationale de lutte (UWW) croyait avoir accompli le plus difficile en maintenant les Mondiaux 2020, prévus au mois de décembre à Belgrade, en Serbie. Mais la participation au rendez-vous planétaire s'annonce très incertaine. La fédération américaine (USA Wrestling) a annoncé mercredi 21 octobre qu'elle n'envierait pas de délégation en Serbie.

Son comité exécutif a approuvé à l'unanimité, mardi 20 octobre, la décision de faire l'impasse sur les Mondiaux 2020. " La santé et la sécurité des athlètes, des entraîneurs et du personnel américains sont nos premières préoccupations, a expliqué Bruce Baumgartner, le président de la fédération américaine, dans un communiqué. Après avoir analysé les données médicales, scientifiques et gouvernementales mises à jour, et avoir donné l'occasion aux athlètes et aux parties prenantes d'apporter leur contribution, le comité exécutif a conclu qu'il ne serait pas dans le meilleur intérêt de toutes les parties concernées d'envoyer une délégation aux championnats du monde en Serbie."

USA Wrestling a notamment sondé 117 de ses meilleurs lutteurs pour connaître leur sentiment quant à la perspective de voyager en Europe pour la compétition. En raison de la crise sanitaire et des restrictions de voyage, il a été décidé par l'instance internationale de la lutte que les Mondiaux 2020 n'entraîneraient pas dans le processus de qualification aux Jeux de Tokyo. Une réunion du comité exécutif de l'UWW, prévue le 6 novembre, doit faire un nouveau point sur la situation sanitaire et la participation aux Mondiaux 2020.

ATHLÉTISME

Salwa Eid Naser est blanchie, mais doit faire aux critiques

Suspendue à titre provisoire par l'Unité d'intégrité de l'athlétisme (AIU) en juin dernier, pour quatre manquements à ses obligations de localisation, la Bahreïne Salwa Eid Naser peut respirer. Elle a été blanchie.

L'AIU a annoncé mardi 20 octobre avoir abandonné les poursuites contre la championne du monde en titre du 400 m, médaillée d'or l'an passé à Doha avec le chrono de 48 sec 14, troisième meilleur temps de l'histoire. Après avoir planché sur son dossier, et entendu les avocats de l'athlète, le tribunal de discipline de World Athletics a décidé d'annuler l'un quatre tests manqués.

Il remonte au 12 avril 2019. Selon World Athletics, le contrôleur dépêché au domicile de Salwa Eid Naser n'aurait jamais trouvé son



appartement. Il n'aurait pas non plus réussi à la joindre au téléphone. Résultat : le manquement au contrôle inopiné n'est plus retenu. Et les trois autres n'entrent pas dans la période de douze mois requise pour une infraction au règlement antidopage. En revanche, le manquement enregistré en jan-

vier 2020 est toujours actif.

Une décision qui ne passe pas

Mais la jeune athlète originaire du Nigéria peut s'attendre à un accueil très distant sur les compétitions internationales. Sa dauphine en finale du 400 m aux Mondiaux 2019 à Doha, la Bahaméenne

Shaunae Miller-Uibo, n'a pas apprécié le revirement de World Athletics. Elle l'a expliqué mercredi 21 octobre par un long message sur son compte Instagram.

"Je ne suis pas seulement préoccupée par le fait de voir une athlète ayant manqué quatre contrôles être blanchie, écrit-elle. Je le suis aussi par la Fédération internationale et l'Unité d'intégrité chargée de protéger notre sport. Pourquoi aucune action n'a été entreprise alors que les règlements stipulent qu'en cas de trois manquements aux obligations de localisation en douze mois, une suspension d'un à deux ans peut être prononcée ? Pourquoi une suspension provisoire n'a-t-elle pas été prononcée ? Je dis qu'il y a eu tricherie et je pense qu'on doit avoir davantage d'explications de la part de World Athletics et de l'AIU."

A l'occasion de la Journée mondiale de la statistique

L'INSEED marque un arrêt et parle des chantiers à venir

Etonam Sossou

Public et décideurs sensibilisés sur le rôle et l'importance des statistiques de qualité dans le développement économique et social ; gouvernants et partenaires sensibilisés sur le rôle et l'importance des statistiques en vue de s'engager à connecter le monde avec des données fiables ; différentes publications de l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (revues, dépliants, etc.) exposées au public ; public encouragé à l'utilisation des données statistiques ; entités publiques, parapubliques et privées exhortées à la production des statistiques de qualité dans leurs domaines respectifs. Cela a été le menu de la Journée portes ouvertes animée ce 20 octobre 2020 par l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED) pour marquer la Journée mondiale de la statistique qui est célébrée tous les cinq ans depuis 2010. La thématique de l'édition 2020 «Connecter le monde avec des données fiables» réaffirme la nécessité de moderniser les systèmes statistiques nationaux en utilisant les nouvelles technologies pour être efficaces en toutes circonstances afin de fournir des données et des statistiques en vue de soutenir le développement durable.

Ce thème de la troisième Journée mondiale de la statistique insiste donc sur la nécessité de garantir la confiance dans les données qui passe par l'obligation de disposer des données qui font autorité. Au Togo, à en croire le directeur général de l'INSEED, Koame Kouassi, il interpelle tous les acteurs du système statistique national (SSN). Surtout que «la production statistique n'est pas seulement l'affaire des statisticiens-démographes». Il exhorte : «en tant que producteurs de données, il est de notre devoir de bien accueillir les agents de collecte qui se présentent de temps à autre dans nos structures, nos ménages et de leur fournir de vraies informations. Car c'est à ce prix que nous pouvons espérer disposer des données statistiques fiables et complètes pour un meilleur développement de notre pays». «La culture de la production de données statistiques de qualité doit être de mise pour permettre au système statistique national de répondre efficacement aux enjeux de l'heure notamment le suivi et évaluation du Plan national de développement (PND) 2018-2022», a-t-il souligné. Et d'ajouter que, dans cette dynamique, le Togo a élaboré sa deuxième Stratégie

nationale de développement de la statistique couvrant la période 2020-2024.

En attendant que l'espoir se concrétise pleinement, on se réjouit à l'INSEED que le gouvernement et les partenaires au développement ont compris la nécessité d'investir des ressources adéquates pour la production des statistiques de bonne qualité, dans le sens des actions de planification du dévelop-



M. Koame Kouassi, DG de l'INSEED, lors de son allocution

pement du pays. Et on cite, en exemples, le rebasage des comptes nationaux, le recensement général des entreprises (RGE), l'enquête de suivi téléphonique des ménages (ESTHFM) dans le cadre du Covid-19, l'enquête régionale intégrée sur l'emploi et le sec-

teur informel (ERI-ESI), l'enquête par grappe à indicateurs multiples (MICS 6), l'enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages (EHCVM) qui fournit les nouveaux chiffres sur la pauvreté au Togo, etc. Sans oublier les statistiques sectorielles produites.

«Malgré la pandémie du Covid-19 qui a révélé les faiblesses de nombreux systèmes statistiques (y compris les limites de la col-

lecte traditionnelle de données statistiques), de grands chantiers nous attendent encore en matière de production statistique. Je citerai, par exemple, le RGPH-5, le RNA 4, l'EHCVM...», fait savoir le directeur général de l'INSEED.

Brasserie

Avec la SNB, la bière DJAMA s'impose avec sa LAGER habillée en vert

Faustin W.

Le succès fulgurant de la première expérience de la Société nouvelle de brasserie (SNB) ne saurait rester sans suite. En effet, depuis le mois de Mai 2020, les Togolais expérimentent le savoir-faire de cette brasserie avec son premier produit, la DJAMA PILSNER. En quelques mois, cette bière a été adoptée par les Togolais partout sur toute l'étendue du territoire national. La satisfaction est générale et beaucoup de personnes en disent du bien.

Les responsables de la SNB l'ont compris et surfent sur la vague en proposant une nouvelle offre aux consommateurs. Il s'agit de la DJAMA LAGER.

Reconnaissable par son étiquette de couleur verte brillante qui tranche avec celle de son illustre prédécesseur, la DJAMA LAGER est un type de bière de fermentation basse, légère, désaltérante, conseillée quand on a soif. Elle est douce et rafraîchissante. DJAMA LAGER se veut moderne et locale mais brassée dans la tradition allemande. Les brasseurs affirment qu'elle représente des valeurs qui sont la grâce, le bonheur, la positivité. «Son amertume est très fine», affirme Didier Nagbé, le responsable de la communication de la SNB.

La SNB part donc à la conquête de nouveaux consommateurs. L'objectif étant d'élargir la gamme

de produits et de satisfaire le besoin des consommateurs.

Le cœur de cible de cette bière, ce sont les jeunes adultes d'un âge compris entre 35 et 45 ans, la DJAMA LAGER est déclinée en deux formats : la bouteille de 60 cl vendue au prix de 500 Francs CFA et celle de 33 cl à 300 FCFA. «Ce sont ces formats que les consommateurs préfèrent et que nous avons voulu leur offrir pour leur entière satisfaction», dit Didier Nagbe.

grande satisfaction des tenanciers de bars qui n'en demandaient pas mieux, eux qui l'attendaient depuis des mois déjà. La nouvelle bière de la SNB semble aussi avoir déjà conquis le cœur des consommateurs qui l'apprécient tout autant que la PILSNER. Il ne peut en être autrement quand on sait que les produits de la SNB sont brassés par des mains expertes, héritières de la vieille tradition allemande des brasseries.

Comme tout bon produit, la



DJAMA LAGER est au prix de 500 F pour les 60 cl et 300 pour les 33 cl. A un taux de 4,6% la DJAMA LAGER, répond aux standards internationaux des bières de sa catégorie. La singularité de cette bière est qu'elle est sans sucre ajouté, elle faite d'eau, de malt et d'houblon., rien d'autre de plus ce qui fait qu'elle ne ressemble à aucune autre LAGER.

Lancée le 10/10/2020, la DJAMA LAGER est déjà distribuée sur l'entièreté du pays à la

DJAMA LAGER fera sans doute des heureux dont les palais goûteront à sa saveur inégalée et inégalable. Elle émerveillera les consommateurs et suivra naturellement les traces de son prédécesseur qui ne récolte que des lauriers de ceux qui l'ont essayé. La DJAMA LAGER été présentée hier à un parterre de journalistes et des responsables des associations de consommateurs de même que quelques grossistes et tenanciers de bars.

En aide aux pays en développement / Face à la pandémie...

La Banque mondiale mobilise 12 milliards de dollars pour les vaccins contre la COVID-19

Jean AFOLABI

Le Conseil des administrateurs de la Banque mondiale a approuvé, le 13 octobre dernier, une enveloppe de 12 milliards de dollars pour aider les pays en développement à financer l'achat et la distribution de vaccins, de tests et de traitements contre le nouveau coronavirus (COVID-19). Ce plan d'aide, destiné à faciliter la vaccination d'un milliard de personnes, s'inscrit dans le cadre de l'enveloppe de 160 milliards de dollars que le Groupe de la Banque mondiale prévoit de déployer jusqu'en juin 2021 afin de contribuer à la lutte contre la pandémie dans les pays en développement. Il vient ainsi s'ajouter aux programmes de riposte d'urgence de la Banque mondiale dont bénéficient déjà 111 pays. Cette initiative entend rappeler au secteur de la recherche et à l'industrie pharmaceutique que les habitants des pays en développement doivent comme les autres avoir accès à des vaccins

sûrs et efficaces contre la COVID-19. Elle permettra également d'apporter aux pays en développement des fonds et une assistance technique pour qu'ils se préparent à distribuer des vaccins à grande échelle, en liaison avec des partenaires internationaux, pointe la Banque.

«Nous élargissons et renforçons notre mécanisme de financement accéléré mis en place pour faire face à la situation d'urgence causée par la COVID-19 afin que les pays en développement aient un accès juste et équitable aux vaccins», déclare le président du Groupe de la Banque mondiale, David Malpass. La disponibilité de vaccins sûrs et efficaces et le renforcement des systèmes nationaux de santé sont des conditions essentielles pour infléchir le cours de la pandémie et pour aider les pays en proie à des conséquences économiques et budgétaires catastrophiques à s'engager sur la voie d'une reprise résiliente».

Les pays en développement dis-

poseront de différents moyens pour acquérir et fournir des vaccins homologués. La démarche repose sur la vaste expérience du Groupe de la Banque mondiale en matière de soutien aux campagnes de vaccination à grande échelle, ainsi qu'aux programmes de santé publique destinés à lutter contre la transmission de maladies infectieuses (VIH, tuberculose, paludisme, maladies tropicales négligées...).

Outre l'achat de vaccins, les financements du Groupe de la Banque mondiale aideront également les pays à accéder aux tests et aux traitements contre la COVID-19 et à renforcer leurs capacités afin que les systèmes de santé soient en mesure de déployer efficacement les campagnes de vaccination. Ces activités porteront notamment sur la gestion de la chaîne d'approvisionnement et de la logistique pour la manutention et le stockage des vaccins, la formation des équipes de vaccination et des campagnes de communication et de sensibilisation à grande échelle pour infor-

mer les communautés et les familles.

La nouvelle enveloppe de financements s'appuie plus largement sur le programme de la Banque mondiale dans le secteur de la santé, qui s'attache à renforcer les systèmes sanitaires et la fourniture des services de santé. Le solide réseau d'assistance technique et d'aide à la mise en œuvre du Groupe, qui travaille déjà sur le terrain dans de nombreux pays en développement avec des institutions partenaires, contribuera à renforcer encore ces systèmes.

Par ailleurs, la Société financière internationale (IFI), l'institution du Groupe de la Banque mondiale dédiée au secteur privé, accompagne les fabricants de vaccins par l'intermédiaire de sa Plateforme mondiale pour la santé, dotée d'un budget de 4 milliards de dollars. L'objectif est d'encourager l'accélération de la production de vaccins et de traitements contre la COVID-19 dans les pays avancés comme dans les pays en développement, et d'assurer aux marchés émergents l'accès aux doses disponibles.



Développement et gouvernance minière

Début de renforcement des capacités des acteurs du secteur

Etonam Sossou

Une série de formation des acteurs impliqués dans la gestion minière a démarré ce 22 octobre à Adécopé. Prévue dans le cadre du Projet de Développement et de Gouvernance Minière (PDGM), cette formation va renforcer les capacités des différents acteurs intervenant dans la réinstallation involontaire des personnes affectées par les projets miniers via les mécanismes du cadre de politique (CPRP). elle va donner les outils essentiels aux participants d'élaborer et de met-

tre en œuvre les Plans d'Action de Réinstallation (PAR) et des mécanismes de Gestion des Plaintes (MGP) des projets miniers.

Outre les sociétés minières ayant obtenu des permis ou des autorisations d'exploitation minière en activité ou en cours d'installation, les préfets, maires, chefs traditionnels dont les territoires font objets d'exploitation minière, aussi, les acteurs des administrations déconcentrées concernés par les projets miniers en l'occurrence la DGMG, les Directeurs Régionaux de l'Environnement, des Mines et des affaires sociales,

seront-ils ciblés par ces formations. Elle se déroulera en trois phases à savoir : se déroulera en trois phases : la première au bénéfice des acteurs des régions Maritime et une partie des acteurs de la région des Plateaux ; la deuxième regroupera les autres acteurs de la région des plateaux et la troisième concernera les acteurs des Régions Centrale, Kara et Savanes. «Les modules de formation vont aider les acteurs clefs du secteur minier qui interviennent dans la mise en œuvre du processus de réinstallation involontaire des populations af-

fectées par les activités minières, à mieux jouer leur rôle, de sorte que aucune partie ne se sente lésée», a affirmé le Coordonnateur du PDGM, Boukari Ayéssaki.

En effet, le secteur minier est confronté à des problématiques importantes qui mettent à mal son développement. Il s'agit entre autres de la carence en information minière, du déficit d'infrastructures. De plus le Togo manque de documents de politique et de planification stratégique pour le développement futur du secteur, et plus précisément d'une stratégie



Les acteurs du secteur minier

minière cohérente sur laquelle les institutions étatiques ou privées concernées pourraient s'appuyer pour piloter le secteur et en faire une branche d'activité à part entière, qui crée des emplois et augmente la valeur ajoutée locale.

C'est dans ce contexte que le gouvernement togolais a obtenu un crédit d'un montant de 15 millions de dollars US de l'IDA (Groupe de la Banque mondiale) pour l'élaboration et la mise en œuvre du PDGM, avec pour objectif d'améliorer la gouvernance en rationalisant les structures institutionnelles des organisations des industries extractives (IE) en renforçant leur efficacité et le redevabilité de manière à garantir une gestion efficace du secteur. L'un des aspects de la gouvernance sur lequel le projet est attendu, est celui relatif à la gestion environnemental et sociale dans le secteur minier. Il s'agit pour le PDGM à travers la sous-composante BO2, de contribuer à l'amélioration de la gouvernance environnementale et sociale en appuyant les solutions apportées aux questions environnementales et sociales qui caractérisent le secteur minier. Pour ce faire, dès le lancement du projet, une évaluation

environnementale et sociale stratégique (EESS) du secteur a été réalisée avec la consultation des parties prenantes. L'EES a porté sur les défis environnementaux et sociaux que posent le développement des ressources minérales et a formulé des recommandations techniques, institutionnelles, réglementaires, législatives et politiques destinées à les relever dont CPRP, document qui détermine les principes de la réinstallation et de la compensation, les arrangements organisationnels et les critères de planification qui seront appliqués pour répondre aux besoins des personnes qui pourraient être affectées par les activités de tout investissement sectoriel. Il est ainsi un instrument d'atténuation des effets de réinstallation et vise à fournir les règles applicables en cas de réinstallation, à permettre l'identification des individus qui pourraient être affectés par l'exécution des activités d'un projet. Il précise la procédure de compensation prévue pour éviter la perte des ressources matérielles et culturelles des populations. Bref, le CPRP sert de guide à l'élaboration des plans de réinstallation et de compensation spécifique aux investissements, projets et sous-projets du secteur.

Droits économiques, sociaux et culturels en période Covid19

La CNDH a sensibilisé sur la thématique à Dapaong

Etonam Sossou

La Commission nationale des droits de l'homme (CNDH), a organisé le 21 octobre 2020 à Dapaong, une journée de sensibilisation sur le thème : « La jouissance des droits économiques, sociaux et culturels comme facteurs de consolidation de la paix », pour rappeler aux leaders d'opinion l'importance de préserver les droits économiques, sociaux et culturels (DESC) des citoyens en vue de consolider la paix. Essentiellement composés de conseillers communaux, chefs traditionnels, responsables de comités

villageois de développement et comités de développement de quartiers, responsables de comités locaux de paix, des organisations de la société civile, et des organisations de défense des droits de l'Homme, les participants ont été sensibilisés sur l'impact de la Covid-19 sur la jouissance des DESC et les diverses initiatives à adopter en matière de DESC pour la consolidation de la paix durant la période de crise sanitaire. «Très peu de sensibilisations sont faites sur les DESC ou droits de deuxième génération qui englobent à la fois le droit à l'éducation, le droit à la santé, le droit au travail, le droit à l'alimen-



Une vue des participants à l'Atelier

tation, le droit à l'accès à l'eau, le droit au logement, etc. Ces droits ont été pendant longtemps occultés au profit des droits civils et politiques, qui font très souvent l'objet d'une attention particulière

donnant ainsi l'impression qu'ils sont plus importants que les DESC» a souligné Dosseh SOHEY, Commissaire à la CNDH.

Pour le Secrétaire général de la préfecture de Tône, Eso Prénèwè ces actions de la CNDH vont réduire les inégalités et préserver les droits des populations au Togo, en particulier dans la région des Savanes.

Au départ du Togo / A compter du 5 novembre, selon la direction du réseau ASKY de retour en Gambie, avec 4 vols hebdomadaires

Jean AFOLABI

ASKY relancera ses vols vers la Gambie le 5 novembre. La compagnie panafricaine proposera 4 vols hebdomadaires au départ du Togo, avec escale au Ghana et en Sierra Leone. Elle sera également de retour en Afrique du Sud le 19 novembre, avec 1 vol quotidien. ASKY a déjà reprogrammé ses vols à destination de Banjul. Selon le directeur de la distribution et de la planification du réseau de la compagnie panafricaine, cité par le portail francophone **Newsaero**, celle-ci reviendra dans la capitale gambienne le 5 novembre prochain. Dans un post sur Twitter (mercredi 21 octobre), Tevi-Benissan Daté indique que le transporteur proposera 4 vols hebdomadaires au départ de Lomé au Togo, avec escale à Accra au Ghana et Freetown en Sierra Leone.

Dans le cadre de la reconstruction de son réseau, le transporteur sera également de retour à Johannesburg en Afrique du



Sud à partir du 19 novembre (1 vol quotidien). Depuis le 3 août, ASKY a progressivement rouvert la quasi-totalité de ses routes en Afrique centrale et de l'Ouest. Il ne lui reste donc plus qu'à reprendre ses liaisons vers Pointe Noire, au Congo.

Pour ses projets d'expansion, la compagnie projetait de lancer, le 1er avril 2020, 3 vols hebdomadaires vers le Cap-Vert. Elle l'organait également l'Afrique de l'Est,

les Émirats Arabes Unis, le Liban et la France. Mais au milieu de la pandémie de Covid-19, le transporteur a opté pour la stabilisation des acquis. «Notre plan d'expansion pour 2020 a été suspendu, autant en matière de nouvelles lignes que d'acquisition d'avions. Nous consoliderons l'existant jusqu'à ce que nous sortions de la crise», indiquait en août, Nowel Ngala, le directeur commercial d'ASKY.

Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°1552 DE LOTO BENZ DU 14- 10 - 2020

Chers amis parieurs, c'est avec joie que nous vous retrouvons pour procéder au tirage N°1553 de LOTO BENZ de ce mercredi 21 Octobre 2020.

Lors du précédent tirage de LOTO BENZ, Les villes de LOME et de KOUIGNOHOU ont enregistré l'essentiel des gagnants de gros lots. Dans les villes du pays, ce sont essentiellement des lots intermédiaires, c'est-à-dire des lots d'un montant inférieur à 1.000.000F CFA qui ont fait le bonheur de nombreux parieurs.

A LOME, un lot de 1.125.000F CFA, un gros lot de 2.000.000F CFA, deux gros lots de 2.500.000F CFA et un maxi gros lot de 5.000.000F CFA ont été recensés sur les points de vente 50224, 70123, 30024, 6300 et 6400.

La ville de KOUIGNOHOU n'est pas en reste avec un gros lot de 2.500.000F CFA remporté auprès de l'opérateur 20523.

La remise des lots se fera à LOME au siège de la LONATO, et à l'intérieur du pays dans les agences régionales.

Avec la LONATO, jouez petit et gagnez gros.
BONNE CHANCE A TOUS !!!

LOTO BENZ

Résultats du tirage N°1553 de LOTO BENZ du 21 Octobre 2020

Numéro de base

44 56 39 17 22



SPÉCIALE PROMO

Togocel LEGEND⁺



À **5900** F CFA
seulement
~~8000 F~~



Double SIM



Radio FM,
MP3 MP4



Slot microSD
jusqu'à 8Go

Promo valable du 28 septembre au 27 octobre 2020. Téléphone disponible en agence Togocom et dans les points de vente agréés dans la limites des stocks disponibles